Ecrit par Echo du Mardi le 12 mai 2026

Les titres de séjours coûtent désormais plus chers



Depuis le 1er mai 2026, les taxes et droits de timbres applicables à la délivrance des titres de séjour ont évolué.

Le tarif normal d'une première délivrance d'un titre de séjour passe de 200€ à 300€, auquel s'ajoute un droit de timbre de 50€ (contre 25 € auparavant), soit un montant total de 350 €. Celui d'un renouvellement s'élève désormais à 250€ contre 225€ auparavant.

« Des minorations peuvent s'appliquer en fonction des cas (réfugié, travailleur saisonnier, etc.), expliquent les services de la préfecture de Vaucluse. Le tarif d'un visa de régularisation passe de 200€ à 300€ dont 100€ (50€ auparavant) exigé lors du dépôt de la demande, non remboursable peu importe l'issue de la demande. Enfin, la délivrance d'une Autorisation provisoire de séjour (APS) est soumise à un timbre de 100€, sauf pour les APS protection temporaire (Ukraine) et sortie de prostitution. »

Ces nouveaux tarifs seront automatiquement appliqués lors des dépôts de demande et de l'achat d'un

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par Echo du Mardi le 12 mai 2026

timbre fiscal : https://timbres.impots.gouv.fr/.

L.G.

Titre	Première demande ou duplicata	Renouvellement
Titre de séjour : tarif normal	350 €	250 €
Titre de séjour : tarif minoré (étudiant, regroupement familial, accident du travail, travailleur saisonnier)	150 €	100 €
Titre de séjour : tarif minoré (retraité, étranger malade, bénéficiaire d'une protection internationale, ASE, ancien combattant)	50 €	250 €
Titre de séjour : exemption (victime de la traite des êtres humains, proxénétisme, violences conjugales, ressortissant UE)	0 €	0 €
APS : tarif normal	100 €	100 €
APS : exemption (sortie de prostitution, Ukraine protection temporaire)	0 €	0 €
Visa de régularisation dont part à joindre au dépôt de la demande	200 € 50 €	300 € 100 €

Références réglementaires :
- article 128 de la loi n° 2026-103 de finances pour 2026
- articles L. 436-1, L. 436-2, L. 436-4 et L. 436-7 du CESEDA,
- article 958 du code général des impôts
- article 421-71 du code des impositions sur les biens et services